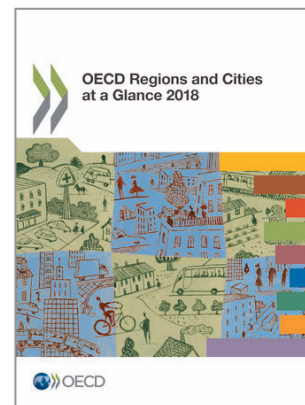


OECD *Multilingual Summaries*

OECD Regions and Cities at a Glance 2018

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/reg_cit_glance-2018-en](https://doi.org/10.1787/reg_cit_glance-2018-en)

Panorama des régions et des villes de l'OCDE

Résumé en français

La consolidation de la reprise économique à l'issue de la crise financière mondiale a coïncidé avec des signes de recul plus généralisé des disparités économiques au sein des pays. De 2000 à 2007, les écarts entre régions d'un même pays s'étaient creusés. Parallèlement, les pays à faible revenu avaient commencé à rattraper leur retard économique. On avait ainsi abouti, au début de la crise financière mondiale, à une situation où les écarts étaient plus marqués entre les régions d'un même pays qu'entre les différents pays. Cette tendance s'est inversée depuis 2011, puisque les écarts régionaux au sein des pays ont nettement chuté, surtout ces dernières années. Ce renversement de situation s'est d'abord produit dans les pays non européens. C'est plus récemment qu'il a aussi touché l'Europe, qui avait connu une reprise économique plus tardive. Malgré ces progrès, les disparités régionales restent marquées à plusieurs titres.

Tout au long de ces différentes phases, les capitales et les zones métropolitaines (c'est-à-dire les agglomérations d'au moins 500 000 habitants) sont restées très attractives en termes d'activité économique comme en termes de population. Les zones métropolitaines ont vu leur population augmenter de 0.75 % par an depuis 2000, et elles concentrent désormais environ 60 % du PIB national. Elles tendent aussi à présenter une proportion plus élevée de migrants, et l'innovation et la création d'entreprises y sont plus dynamiques.

Bien que l'on constate, sur la période récente, un resserrement des écarts entre les régions, de nombreux territoires déjà à la traîne en 2000 peinent encore à rattraper les zones plus prospères de leur pays. Ainsi, au sein d'un pays de l'OCDE donné, la région la plus productive l'est, en moyenne, deux fois plus que la région la moins productive. De même, les écarts sur le plan des perspectives d'emploi restent élevés. De plus, les administrations infranationales investissant moins qu'auparavant, elles risquent, dans de nombreuses régions, d'avoir de plus en plus de mal à maintenir un bon niveau d'infrastructures et de services publics.

On trouvera dans le présent rapport une évaluation exhaustive des fruits de l'action menée par les régions et les villes pour bâtir des économies plus robustes, assurer une meilleure qualité de vie à leurs habitants et favoriser des sociétés plus inclusives. On y trouvera aussi une analyse comparative des tendances à l'œuvre sur le plan de la productivité, de la croissance économique, de l'entrepreneuriat et du bien-être au sein des régions et des villes de l'OCDE et de certains pays non Membres. Cette publication évoque, en particulier, les inégalités territoriales telles que, par exemple, les écarts en termes de revenu et d'accès à la vie économique, l'intégration des migrants au sein des régions de l'OCDE et les écarts régionaux homme-femme pour plusieurs dimensions du bien-être.

Principales conclusions

Les disparités économiques régionales au sein même des pays de l'OCDE ont enfin commencé à se réduire ; elles se maintiennent néanmoins à un niveau élevé.

Les disparités économiques entre régions d'un même pays ont enfin commencé à reculer. Elles restent néanmoins relativement élevées, avec des tendances différentes selon les pays. Par rapport à 2000, les écarts économiques entre les régions sont restés stables ou ont baissé dans la moitié des pays de l'OCDE ; en revanche, ces écarts se sont encore creusés dans l'autre moitié des pays de la zone. Ainsi, les disparités économiques régionales se sont nettement réduites au Chili, au Mexique et en Nouvelle-Zélande. En revanche, ces disparités se sont accrues dans les pays les plus touchés par la crise financière mondiale (les pays du Sud de l'Europe et l'Irlande, par exemple), même si un renversement de tendance semble s'être amorcé ces dernières années.

Des travaux récents de l'OCDE ont permis de repérer les facteurs qui expliquent pourquoi, au sein d'un même pays, on constate des évolutions différenciées de la productivité selon les territoires. En moyenne, ce sont les régions plus spécialisées dans le secteur des produits échangeables – c'est-à-dire plus ouvertes à la concurrence internationale – ou situées à proximité d'une ville qui se sont rapprochées le plus vite des régions les plus prospères de leur pays. Par rapport à 2010, les régions rurales proches d'une ville ont ainsi réduit de 3 points de pourcentage l'écart de productivité qui les séparait des régions urbaines.

De plus, les régions abritant la capitale nationale ont encore gagné en importance économique ces deux dernières décennies. En leur qualité de pôles d'entrepreneuriat et d'innovation, elles enregistrent plus de 60 % de créations d'entreprises et de créations d'emplois en plus.

De nombreux aspects de la qualité de vie se sont améliorés presque partout, mais le revenu et les perspectives d'emploi restent concentrés dans les grandes villes et dans certaines régions

Dans la grande majorité des régions, plusieurs dimensions du bien-être se sont améliorées par rapport à 2000, ce qui a contribué à réduire les écarts régionaux. C'est particulièrement vrai pour le niveau d'études, l'espérance de vie et la sécurité. Toutefois, des aspects matériels tels que l'emploi et le revenu ne se sont pas améliorés partout. Trouver un emploi reste considérablement plus difficile dans certaines régions. Les jeunes adultes sont particulièrement touchés, puisque le taux de chômage des jeunes reste supérieur à 50 % dans certaines régions telles que l'Épire, en Grèce, et la Calabre, en Italie.

Les difficultés rencontrées sur le marché du travail influent directement sur le revenu. Le revenu des habitants des zones métropolitaines est supérieur de 21 % à celui des habitants des autres zones, même si les prix, et notamment les prix des logements, tendent eux aussi à être plus élevés dans les grandes agglomérations. Par exemple, alors que les ménages consacrent, en moyenne, environ 20 % de leur revenu à se loger, ce pourcentage peut atteindre près de 40 % dans certaines zones telles que celle d'Oslo, en Norvège.

Assurer une croissance inclusive implique de lutter contre les inégalités à toutes les échelles territoriales

Il existe des inégalités entre les régions et les villes, mais aussi en leur sein. De fortes inégalités peuvent entraver l'accès à l'emploi et, par conséquent, aux fruits de la croissance, ce qui, à long terme, peut peser sur la viabilité socioéconomique. Dans les zones métropolitaines, les inégalités peuvent être particulièrement marquées à l'échelle du quartier : les ménages les plus prospères ont davantage tendance à s'isoler au sein de quartiers précis que les ménages appartenant aux autres tranches de revenu. Pour assurer une croissance plus inclusive, il est fondamental que tous les habitants aient accès à la vie économique, à l'emploi et aux services. L'accès aux services, par exemple, varie de façon drastique, y compris au sein d'une même zone métropolitaine : pas moins de 87 % des habitants des quartiers centraux et densément peuplés sont à un maximum de 30 minutes de route d'un hôpital, mais c'est le cas de seulement 57 % des habitants des territoires urbains plus excentrés.

Pour favoriser le progrès sur tous les territoires, il est important d'aider tous les habitants à contribuer à la croissance économique. Si l'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes a légèrement baissé par rapport à 2000, on constate que dans certaines régions du Mexique, de la Turquie, du Chili, de

l'Italie et de la Grèce, le taux d'emploi des femmes reste inférieur de 20 points de pourcentage à celui des hommes. Parmi les migrants vivant dans la zone OCDE, le taux d'emploi des femmes est inférieur de 15 points de pourcentage à celui des hommes. Étant donné qu'une grande partie des inégalités se manifestent au niveau local et que les administrations infranationales consacrent généralement l'essentiel de leurs dépenses à l'éducation, à la santé et aux autres services sociaux, ces administrations ont un rôle important à jouer pour promouvoir la croissance inclusive.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



Retrouvez le texte complet sur [OECD iLibrary!](#)

© OECD (2018), *OECD Regions and Cities at a Glance 2018*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/reg_cit_glance-2018-en